

« Le chaînon manquant, c'est la coopération »

Père de l'Union monétaire, l'ancien président de la Commission de Bruxelles analyse la crise de la zone euro. Et celui qui conseille aujourd'hui sa fille, Martine Aubry, propose des pistes.

Pourquoi l'Europe est-elle en crise ?

► Le problème est connu : l'Union monétaire s'est faite, mais la coordination économique n'a pas suivi. En 1989, le « rapport Delors » – il faut bien l'appeler ainsi – était pourtant consacré pour deux tiers à l'économie et pour un tiers à la monnaie. Et, en 1997, j'avais proposé à nos dirigeants un pacte de coordination des politiques économiques. J'avais veillé à ne pas l'appeler gouvernement économique, pour ne pas heurter nos amis allemands. Mais mon appel n'a pas été entendu par le gouvernement français de l'époque. C'est là que se situe le chaînon manquant, la coopération.

N'y a-t-il pas aussi une responsabilité de l'actuel couple franco-allemand ?

► Certainement. A chaque étape de l'intégration européenne, les dirigeants allemands, Adenauer, Schmidt ou Kohl, ont fait, non sans contrepartie, des concessions parce qu'ils avaient une vision de l'Europe. Or cette vision fait défaut à Angela Merkel. Elle s'est aussi montrée très hésitante, car trop sensible aux moindres variations de son opinion publique.

Et la France ?

► Elle tente d'éviter que Berlin ne



quitte le navire. Mais l'ego surdimensionné de Nicolas Sarkozy constitue un handicap. Par ailleurs, force est de constater que l'Europe n'est plus un projet mobilisateur pour les Français. Plus généralement, je suis frappé par la cacophonie des déclarations au niveau européen. Regardez le dernier plan de sauvetage de la Grèce : le 21 juillet, les dirigeants des 17 pays de la zone euro ont pondu un œuf. Et puis, ils se sont donné rendez-vous cet automne, sans préciser davantage les modalités d'application. Entre-temps, les investisseurs, évidemment, se posent des questions...

Comment en sortir ?

► Il faut veiller à bien hiérarchiser les problèmes. Aujourd'hui, nous sommes au bord du gouffre : promettre aux marchés de grandes avancées institutionnelles, que l'on sait parfaitement irréalisables, c'est se tirer une balle dans le pied. Les modèles économiques des pays de l'Union sont à l'heure actuelle trop différents pour qu'une véritable rupture soit envisageable en la

CRITIQUE

Delors l'Européen porte un jugement sévère sur Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

« On ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste »

matière. De même, la proposition de créer un ministre des Finances européen n'a pas de sens, si ce n'est pour sauver la face. On a bien vu que la création d'un ministre des Affaires étrangères n'avait rien changé.

Alors que faire ?

► Dans l'immédiat, on peut avancer vers une mutualisation partielle et temporaire des dettes, par exemple en créant une caisse d'amortissement européenne, qui servirait à venir au secours de tous les pays, et en premier lieu des plus fortement touchés. Je pense aussi à la proposition de l'économiste Jacques Delpla de séparer dette bleue (constituée des premiers 60 % de PIB de chaque pays et garantie par les institutions communautaires) et dette rouge (au-delà), afin d'aider les Etats dans leur travail de consolidation.

Et à moyen terme ?

► L'idée du semestre européen [NDLR : un cycle de coordination des politiques économiques et de surveillance des déséquilibres budgétaires, qui commencera l'année prochaine] me paraît trop complexe. Surtout, elle ne tient pas suffisamment compte des spécificités nationales : en fait, chaque pays a ses forces et ses faiblesses, on ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste. La solution est de revenir à l'esprit de la coopération. Cela signifie remettre l'Union sur ses deux jambes : l'économique et le monétaire. C'est d'abord affaire de volonté politique. ● PROPOS RECUEILLIS PAR

BENJAMIN MASSE-STAMBERGER